

Une double mise à distance sociale et spatiale des sidérurgistes et de leurs enfants dans le Longwy de la reconversion des années 1980

AUTEUR

Jean-Luc DESHAYES, 2L2S (France)

RÉSUMÉ

De nombreuses études sur les restructurations industrielles affirment qu'on assiste à l'émergence d'une nouvelle question territoriale qui se substituerait à la question sociale hier essentiellement constituée des ouvriers et de leurs combats. Le bassin de Longwy des années 1980 est un terrain d'observation « privilégié » pour y réfléchir. Les nombreuses décisions de fermetures d'usines sidérurgiques, les luttes intenses qu'elles ont provoquées, la multiplicité des dispositifs de conversion des activités, des hommes et du territoire qui ont suivi, se traduisent par une double mise à distance sociale et spatiale des sidérurgistes et de leurs enfants. Les recherches mobilisées montrent qu'elle révèle avant tout les transformations conflictuelles du salariat, des droits collectifs liés aux marchés internes vers l'individualisation des droits qui accompagne leur affaiblissement.

MOTS CLÉS

Territoire, Longwy, qualification, distance sociale et spatiale, mobilité

ABSTRACT

Numerous studies on the industrial restructurings assert that we attend the emergence of a new territorial question which would substitute itself to the social question of the workers and their fights. The area of Longwy in the 1980s is a "privileged" ground of observation to think about it. The numerous decisions of steel-making factory closures, the intense fights which they caused, the multiplicity of conversion plans for activities, workers and territory that followed, are translated by a social and spatial removal of steel-makers and their children. The mobilized researches show that it reveals the conflicting transformations of the wage-earner, from the collective rights of internal markets towards the individualization of the rights which accompany their weakening.

KEYWORDS

Territory, Longwy, qualification, social and spatial removal, mobility

INTRODUCTION

La thèse de François Dubet (1987) a contribué dans la deuxième moitié des années 1980 à « poser, et à poser comme indissociables » le problème des « quartiers » (c'est-à-dire des territoires plutôt que des populations initialement étudiées) et une question générale, celle de l'avènement d'une « nouvelle question sociale » baptisée « question urbaine ». Sylvie Tissot et Franck Poupaud (2005) critiquent cette lecture réductrice basée sur des catégories territoriales car elle peut conduire à penser la situation des territoires les plus ségrégués indépendamment des mécanismes d'ensemble, à occulter les processus de domination alors que les classes populaires sont soumises aux transformations du marché du travail, de l'école et de l'habitat, et à poser un regard misérialiste et homogénéisant sur des populations différentes et conduisant à de nouvelles

institutions de gestion des pauvres. De nombreuses études sur les restructurations industrielles contiennent cependant des raisonnements homologues à celui exposé pour les quartiers. Le « problème » devient celui de la dynamique territoriale, de ses handicaps et de ses ressources, la « question générale », celle d'un renouvellement de la question sociale hier essentiellement constituée des ouvriers et de leurs combats. Les analyses de François Dubet s'appuient d'ailleurs en partie sur l'évolution de la ville sidérurgique belge de Seraing qui est pour lui l'incarnation parfaite d'une société industrielle en voie de disparition, celle de « l'exploitation » et de la « lutte des classes ».

Le bassin de Longwy des années 1980 est un terrain d'observation « privilégié » pour réfléchir à cette « (re)conversion territoriale de la question sociale ». Les nombreuses décisions de fermetures d'usines sidérurgiques entre la fin des années 1970 et la fin des années 1980, les luttes intenses qu'elles ont provoquées, la multiplicité des dispositifs de conversion des activités, des hommes et du territoire qui ont suivi, le permettent. L'analyse proposée ici repose sur trente ans de recherches aux méthodes (observations, entretiens, questionnaires, approche longitudinale, analyse de discours) et aux terrains (entreprises, associations, syndicats, écoles, stages de conversion, entreprises, familles) variés. Les trois dimensions étudiées, symbolique par l'examen des discours publics prononcés localement, salariale par l'attention portée aux stratégies d'entreprises et aux politiques locales de l'emploi, longitudinale par l'analyse du devenir des enfants de sidérurgistes, confirment que cette présence accrue du territoire est avant tout le produit d'une construction sociale conflictuelle et non d'une disparition des rapports de classe. On aboutit à une double mise à distance sociale et spatiale. Entre des politiques d'entreprises qui attachent ou détachent, des incitations à la stabilité et des invocations à la mobilité, des ambitions d'intégration, de promotion, de sortie autorisées puis perturbées, et des conflits qui contribuent à faire évoluer les systèmes de classement, il n'est pas aisé de trouver la bonne distance. La référence au territoire est alors d'autant plus paradoxale que les fermetures, mutations, reconversions, stages, « aides publiques » qui se multiplient depuis le milieu des années 1970 précipitent la destruction des configurations précédentes et que les départs sont nombreux et sélectifs.

1. D'UNE IDENTITÉ PRODUCTIVE ET COMBATTANTE À UNE IDENTITÉ TERRITORIALE DÉ-SIDÉRURGISÉE ET DÉ-CONFLICTUALISÉE

Les trois recherches sur les discours prononcés publiquement dans le Longwy des années 1980 s'appuient sur les archives et témoignages d'époque et repèrent les débats et les controverses situés. La première a été conduite au milieu des années 80 dans les cérémonies de remise de médailles du travail des entreprises sidérurgiques, alors que se succédaient les fermetures d'usines et que le discours de la transition inscrivait à l'agenda du débat public une interrogation sur les atouts et les handicaps de la sidérurgie destinée aux investisseurs éventuels. Dix ans plus tard, l'analyse rétrospective du processus de patrimonialisation du passé sidérurgique dans le bassin de Longwy prolonge ces observations. Le troisième travail a été mené, dans une période charnière, peu avant la disparition, en 1999, de la Mission interministérielle du Pôle européen de développement (PED) chargée de la reconversion du bassin de Longwy, mise en place dans la partie française en 1985 en prenant en considération les trois zones frontalières concernées par la crise de la sidérurgie en France, Belgique et Luxembourg. Les discours économiques « successifs » des institutions sont étudiés sur une période de plus de 30 ans. L'ensemble de ces investigations conduit à une double conclusion qui s'inscrit dans un

conflit pour dire à la collectivité qui elle est, d'où elle vient et vers quoi elle doit aller. Les références au territoire sont croissantes dans les discours publics prononcés localement. Elles participent au projet de construction d'une identité territoriale dé-conflictualisée et dé-sidérurgisée.

Le discours paternaliste de la période sidérurgique mobilisait le territoire pour alimenter le cycle de la production. Avec les fermetures, il se replie dans l'usine et répond au souhait patronal de se retirer en réduisant les manifestations d'hostilité. Il s'adresse à la même communauté (qu'il définit en opposition à une lecture en termes de classes) mais se conjugue au passé : « Longwy a bien travaillé ». En parallèle, dans les prises de position qui accompagnent les destructions d'installations dans le Longwy des années 80, les discours du maintien de la sidérurgie et de la transition se succèdent et se superposent en partie. Le premier est dominé par les syndicats, le second par les organismes chargés de la reconversion. La CGT et le PC sont les plus longtemps fidèles au discours du maintien, le patronat le plus prompt à l'abandonner. Les références productives et combattantes sont peu à peu remplacées par des références territoriales dé-sidérurgisées et dé-conflictualisées. Mise en scène dans les luttes massives contre les fermetures à la fin des années 70 et au début des années 80, l'identité sidérurgique locale devra se soumettre à un droit d'inventaire. Il s'agit d'accompagner la reconversion par la définition d'atouts et de handicaps « territoriaux » de plus en plus indépendants de la responsabilité des entreprises sidérurgiques et de préparer l'arrivée de firmes multinationales nomades. Ainsi, à partir du milieu des années 80, Longwy tendra à devenir, non la ville de la sidérurgie ou de la lutte mais celle qui a su ou qui doit réussir sa mutation. Les discours économiques « successifs » des institutions, pendant plus de 30 ans, occultent en partie les rapports sociaux contradictoires au profit d'une approche spatiale stigmatisante. Les handicaps du territoire rejoignent ceux de ses habitants.

2. DE LA QUALIFICATION À L'EMPLOYABILITÉ : LA FORMATION D'UN EMPLOYEUR TERRITORIAL

L'analyse d'un deuxième domaine, celui des stratégies d'entreprises et des politiques d'emploi, confirme la progression des réponses locales et leur inscription dans des conflits de classe. Le bassin de Longwy est souvent présenté comme pionnier dans l'expérimentation de dispositifs de reconversion à partir du milieu des années 80 (congrès formation conversion, bilans de compétence, gestion prévisionnelle des emplois). Les politiques publiques d'emploi y préconisent un ajustement local des situations dans le cadre du bassin d'emploi ou du bassin d'emploi-formation. Les recherches que nous avons menées prennent précisément place des années 70 aux années 2000, dans des univers variés : entreprises sidérurgiques, stages de reconversion, stages d'insertion, entreprises multinationales, associations, syndicats, espaces du travail frontalier.

Elles montrent que la territorialisation des politiques d'emploi est au cœur d'un système de tensions. Le premier correspond au passage de la qualification à l'employabilité ; le second traverse l'activité d'un « employeur territorial » composé des entreprises et des intermédiaires de l'emploi

Dans la sidérurgie des années 1970, l'évolution de la reconnaissance des qualifications est une composante du conflit de classe. Le marché du travail, c'est le cas dans la sidérurgie longovicienne, est alors en partie marginalisé au profit d'un marché interne. Avec

ou sans emploi, le travailleur a droit à l'assurance maladie, aux allocations de chômage, aux prestations familiales ou aux pensions de retraite. Le salaire à la qualification, le respect de la grille salariale, la négociation collective de branche, l'ordre public social du respect d'une hiérarchie de normes par le contrat de travail sont dominants. La qualification du poste ne signifie pas qualification de son titulaire, qui reste susceptible de devenir chômeur, mais l'action de puissants syndicats de branche contribue à intégrer par l'emploi le travailleur dans des dispositifs collectifs, à la fois conflictuels et négociés, de droits liés au poste de travail.

Peu à peu les réformes vont privilégier une conception selon laquelle il faut sécuriser, non pas les emplois, mais la capacité des travailleurs à trouver un emploi si les « aléas » de la vie économique provoquent des transitions professionnelles. Le travailleur bénéficiant d'un salaire socialisé lié à son emploi devient un individu détenteur de droits à l'employabilité comme celui d'être reclassé, accompagné, informé sur les emplois disponibles, dans ses mobilités professionnelles et en cas de chômage.

Ce centrage vers un marché local de l'emploi sera au cœur des stratégies publiques des années 80-90. Les dispositifs locaux de gestion de l'emploi prolongeront ce mouvement qui conduit les travailleurs à devoir justifier de manière récurrente leur employabilité sur un marché du travail (re)légitimé.

Ce n'est plus la socialisation du salaire mais l'employabilité qui est privilégiée. Le poids des emplois et des employeurs reste décisif mais il s'est déplacé de l'entreprise vers le marché du travail. Les intermédiaires locaux de l'emploi sont alors intégrés à un mécanisme de mobilisation sélective. Publics, privés ou associatifs, ils ne constituent pas un ensemble homogène, autonome ou complètement coordonné. Ils sont eux-mêmes divisés par des histoires institutionnelles et des pratiques conflictuelles. Leurs salariés résistent aussi à ce mouvement. Les intermédiaires de l'emploi participent cependant, avec des entreprises en partie nomades, quantitativement et qualitativement, à la mise en réserve et à la catégorisation de la main-d'œuvre. Plus que des intermédiaires, ils deviennent pour une fraction de la main-d'œuvre un véritable « employeur territorial ».

3. DISTANCES SOCIALES ET DISTANCES SPATIALES

Pour aborder conjointement les transformations des rapports sociaux et des rapports au territoire d'une génération à l'autre, nous avons reconstitué les parcours scolaires et professionnels de 1 500 enfants de pères sidérurgistes du bassin de Longwy, nés entre 1925 et 1945 (leurs enfants avaient en moyenne 25 ans au moment de la première enquête, en 1992, donc un minimum de vie scolaire et professionnelle) par la construction d'indicateurs socialement et historiquement situés et le recueil d'histoires de vie contextualisées. Les statistiques ont été élaborées au plus près du terrain à partir des fichiers d'entreprises, des archives des établissements scolaires et des informations obtenues lors de rencontres avec les familles.

Trois groupes significatifs de parents (fractions de classe) – ETAM (employés, techniciens, agents de maîtrise), OP (ouvriers professionnels), OS (ouvriers spécialisés) – ont été ainsi repérés à partir de la qualification reconnue en fin de carrière aux pères concernés. Les évolutions qui les affectent sont moins nouvelles et plus différenciées que la vision homogène de la classe ouvrière sidérurgique, proposée notamment par

le discours paternaliste, ne le suggère. Si toutes les fractions de classe définies dans la génération des parents ont été déstabilisées, elles sont encore influentes dans la génération suivante. Nous avons différencié les parcours des enfants selon leur sexe, leur fraction de classe d'origine et leur groupe d'âge. En effet, en très peu d'années, les chances de rentrer dans la sidérurgie, d'échapper à l'inactivité, de fréquenter l'école longtemps ou d'accéder au marché du travail frontalier ont beaucoup évolué. Les stratégies d'entreprises restent décisives. Entre les enfants nés au début des années 60 et ceux nés quelques années plus tard, les institutions du salariat sont fragilisées, les conditions du départ ou du maintien sur place se transforment. Les matériaux recueillis les situent cependant entre filiation et rupture. Ils rappellent le poids de la socialisation initiale, même quand les conditions d'existence changent, et révèlent différents modes d'appropriation.

L'analyse comparée de la mobilité géographique des enfants de sidérurgistes selon les fractions de classe d'origine et le sexe montre le rôle des réseaux paternalistes dans un premier groupe d'âge, né à la fin des années 1950, qui a encore la possibilité d'entrer dans la sidérurgie (plus de 70 % des fils de sidérurgistes) et le poids croissant de l'institution scolaire dans un second groupe, né au milieu des années 1960 (5 % seulement des fils de sidérurgistes ont travaillé dans la sidérurgie). Plus extérieures aux réseaux paternalistes, les filles, puis les enfants d'OS, se mobilisent ainsi plus rapidement pour les nouveaux possibles scolaires. Cependant, une fraction de la main-d'œuvre (surtout les enfants d'OS) est bloquée sur place, gérée par un partenariat reliant organismes de formations, d'insertion, services publics de l'emploi, travailleurs sociaux, que nous avons nommé employeur territorial.

CONCLUSIONS

L'analyse des discours et des politiques publiques qui s'en sont inspirés dans le bassin de Longwy des années 1980 confirme la place de plus en plus importante de la question territoriale dans les discours. Elle ne signifie cependant pas que les conflits de classe ont disparu. Les fermetures d'entreprises sidérurgiques et le processus de reconversion mis en place se traduisent en effet par une double mise à distance sociale et spatiale. Pour la comprendre, il faut la resituer dans les évolutions conflictuelles des institutions du salariat.

RÉFÉRENCES

- Charrasse D., Deshayes J-L., 1989, « Rites de la crise et crise des rites dans les mines et la sidérurgie lorraine », in Noiriel G., de Chassey F. (dir.), *Rapport pour la Mission du Patrimoine ethnologique*, Nancy, LASTES Nancy II.
- Da Costa D., Deshayes J-L., 1998, « Le processus de patrimonialisation du passé sidérurgique dans le bassin transfrontalier de Longwy », rapport de recherche, Région Lorraine.
- Deshayes J-L., 2010, *La conversion territoriale, Longwy 1978-2010*, PUN.
- Dubet F., 1995 (1^{re} éd. 1987), *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard.
- Friot B., 2013, *Puissances du salariat*, éd. La Dispute.
- Noiriel G., 1984, *Longwy, Immigrés et prolétaires 1880-1980*, PUF.
- Pinçon M., 1987, *Désarrois ouvriers. Familles de métallurgistes dans les mutations industrielles et sociales*, collection « Logiques sociales », L'Harmattan.
- Poupaud F., Tissot S., 2005, « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, pp. 23-45.

Schwartz O., 1990, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, collection « Pratiques théoriques ».

Zimmermann J-B. (coord.), 1998, « Constructions territoriales et dynamiques productives », rapport final pour le Commissariat au Plan, avec la collaboration de M. Bennoui, J.-L. Deshayes, M. Guendouz, ERGEA Longwy.

L'AUTEUR

Jean-Luc Deshayes

2L2S

MSH Lorraine

jean-luc.deshayes@univ-lorraine.fr